

Les Wayana, les Teko, les Wayãpi : des peuples sans élite ! ?

Ti'iwana COUCHILI (Teko du Tampok) | franceguyane.fr | 31.03.2011

Je voudrais, au travers de mon témoignage personnel, compléter les propos de Mme Wyngaarde pour leur donner un peu de l'épaisseur historique dont ils ont grand besoin.

En 1991, un jeune sous-préfet nommé Vizy, sans doute plus audacieux que la moyenne, organisa à Elahé une réflexion autour de la création d'une commune sur le Haut Maroni. Cette réflexion faisait écho à la demande croissante de la jeune génération (la mienne – j'avais 20 ans et débordais d'espoir), fascinée par la création récente de la commune d'Awala. Il nous fut finalement opposé une fin de non-recevoir. Les PV de cette réunion montrent en fait que l'espace de parole fut – déjà – majoritairement occupé par des personnes extérieures à la communauté. L'argument qui nous fut servi était – déjà – le manque d'« élites »... une question qui ne se posa pourtant pas lors de la création de la commune de Camopi en 1969 ni pour celle de Grand Santi en 1991.

Dans ces années quatre-vingt-dix, notre village fit une entrée massive dans le monde merveilleux des transferts sociaux. L'alcoolomanie (puis la toxicomanie) – qui sont des formes de suicide lent – progressèrent de façon exponentielle. En juillet 2000, mon oncle et ma tante se pendirent sur fond de nuit trop arrosée et de querelle conjugale. Trois semaines avant, mon petit frère avait perdu son épouse de la même façon. En décembre de la même année, ma grand-mère maternelle perdit la vie au cours d'un mitraillage au fusil d'assaut perpétré par l'un de ces groupes d'orpailleurs armés qui circulaient à l'époque à Maripasoula en toute impunité. L'état de délabrement mental dans lequel notre groupe familial fut plongé ne pouvait déboucher que sur d'autres drames qui ne manquèrent pas de nous affecter : en 2005, ma cousine (fille de ma défunte tante) et sa propre nièce (12 ans et 10 ans) se pendirent à leur tour sur la même branche d'un arbre au cours d'un jeu morbide qui avait mal tourné.

Au cours des années qui suivirent, ma sœur cadette et plusieurs de mes cousines donnèrent naissance à des enfants mal formés qui décédèrent dans les premiers mois de leur vie. Tous ces événements se sont déroulés à Elahé, un village d'une centaine d'habitants qui n'a jamais fait partie de la zone soumise à autorisation et, à ce jour, on ne voit pas très bien le rapport de cause à effet entre l'arrêté préfectoral (qu'il faudrait effectivement réformer) et ces coups de boutoir que le sort nous a réservés. En revanche, et bien que ce ne soit pas le seul élément d'explication, ce qui m'apparaît comme un frein à toute projection dans un avenir un peu moins délétère que le présent est cette résistance – ancienne et systématique : (communale, départementale, régionale, préfectorale) – qui nous est opposée à chacune de nos propositions d'exercice de responsabilité (médicale > dispensaires de village, administrative > annexe et bureau de vote à Talwen puis commune de plein exercice, représentativité territoriale > le Haut Maroni amérindien est un territoire plus peuplé que le canton/commune de Régina-Kaw). Oui, assurément, la nécessaire rencontre des peuples peut s'opérer dans la fraternité et le profit mutuel mais à la condition préalable que tous ces experts et autres « consultants » se départissent de la condescendance qui caractérise leurs modes d'être et de communiquer.

Ti'iwana COUCHILI (Teko du Tampok)